



## Déclaration de la FSU au CTSD de repli du 16 avril 2020

Monsieur le Directeur Académique,

Suite à l'allocution présidentielle, plusieurs inquiétudes se posent. Le retour progressif à l'école à partir du 11 mai laisse songeur quand dans le même temps tous les lieux publics restent fermés. Nos élèves ne peuvent pas respecter facilement les gestes barrières et peuvent être porteurs sains du virus.

Comment éviter une nouvelle flambée épidémique quand près de 900.000 professeurs et 12 millions d'élèves seront rassemblés en classe ? Avec quelles protections ?

Sans parler de la sieste en maternelle, des parents nombreux devant le portail, des repas à la cantine, des transports scolaires...

**Cette annonce n'est pas du tout sérieuse.** Aujourd'hui, reprendre l'école le 11 mai nous semble imprudent comme de l'annoncer un mois à l'avance sans qu'on ait la certitude que l'Inserm ou l'OMS approuvent cette décision. L'idée de reprendre la classe, nos collègues y sont très favorables. Les élèves et leur famille sont certainement impatients aussi. En revanche, il faut le faire dans des conditions sanitaires suffisamment optimales pour ne faire prendre de risque à personne.

Le Président laisse entendre qu'il faut vite rouvrir les écoles pour accueillir les élèves, afin que les parents puissent retourner travailler et relancer l'économie rapidement. Mais la priorité devrait être la santé de la population et non l'impact économique ! Pour la FSU, la garantie de la protection sanitaire est la condition sine qua non du retour en classe : tests, mise à disposition de matériel de protection,... etc.

C'est ce qui devrait motiver l'ensemble des décisions, à commencer par la fermeture temporaire des entreprises non-essentielles, pour se concentrer sur la lutte contre la pandémie.

Concernant l'ordre du jour de ce CTSD, la répartition des moyens 1er degré pour la rentrée 2020.

Nous avons déjà exprimé notre point de vue et nous en reparlons ici, le contexte n'est pas propice à la tenue des instances. En effet, le travail de liaison avec les écoles, si important dans ces moments, est rendu plus compliqué.

La cure d'austérité annoncée n'aura finalement pas lieu. D'une dotation catastrophique, nous allons passer à une mauvaise dotation, qui ne permettra pas, une fois de plus, de répondre aux différents besoins (reconstitution des RASED complets, formation continue, pas + de 25 par classe partout, développement du « plus de maîtres que de classes »...).

Les annonces du 1er ministre concernant la non-fermeture de classes dans les communes de moins de 5 000 habitants ont été respectées. Mais dans ce contexte si particulier, **c'est aucune fermeture de poste tout court qu'il aurait fallu.**

Or, à l'inverse, les mesures présentées lors du dernier CTSD, liées évidemment à cette dotation, mettent en lumière la disparition des moyens spécifiques.

On peut évoquer les moyens de l'éducation prioritaire notamment avec la disparition pure et simple des PMQDC mais ces suppressions concernent aussi les zones rurales à revitaliser, ce qui pour la FSU est contradictoire avec les préconisations de non fermetures dans ces zones. Mais il y a aussi la suppression de 14 moyens en RASED. Avec ces 46 postes en moins proposés pour la rentrée prochaine, nous redoutons que la situation soit très tendue et se détériore.

Nous vous le disions déjà la semaine dernière, il nous est encore impossible de mesurer les conséquences que cette crise aura sur nos élèves et leurs familles. Mais nous savons qu'il faudra avoir une attention toute particulière auprès des élèves issus des milieux les plus défavorisés mais aussi des élèves qui auront vécu de manière traumatique le confinement. Dans les 2 cas, il sera très compliqué de remettre en place un climat rassurant et favorable aux apprentissages et aux progrès. Et ces décisions vont à l'encontre de ces préconisations qui, selon le ministre lui-même, « doivent faire en sorte de protéger les plus fragiles, les plus éloignés de l'école que cette crise frappe de plein fouet.... »

Pour continuer sur une observation politique, nous venons d'avoir la démonstration qu'il est possible d'ouvrir les vannes pour financer des dotations. Nous le répétons sans cesse, ce sont des choix et des priorités politiques. D'autres choix ont été faits par le passé, comme par exemple la suppression de l'ISF. Nous aimerions que ce nouvel élan s'amplifie largement et s'inscrive dans une démarche durable d'amélioration conséquente pour le service public d'éducation.

Mais hélas, quand nous entendons le ministre Darmanin faire un appel aux dons pour les hôpitaux, nous ne pouvons nous dire que malheureusement le monde d'après sera, contrairement à ce que martèle le président, le même que le monde d'avant. Mais n'était-ce pas déjà le cas avec le « nouveau monde » de la campagne électorale présidentielle ?

Le Président et ses ministres n'ont plus de mots assez forts pour saluer l'action des agents de la fonction publique au sein des différents services publics. Pourtant ce même Président, ces mêmes ministres n'avaient comme ligne directrice que la disparition pure et simple des fonctions publiques en remplaçant ses agents par des contractuels ; il est temps, dès maintenant mais aussi dans les mois qui viennent, voire les années à venir, de reconstruire et de consolider les digues qui ont permis de protéger au mieux notre pays. Dans ce cadre, il devient impératif d'abroger la loi dite « de transformation de la Fonction Publique » en redonnant, notamment, au paritarisme toute sa place en tant que garant de la démocratie et « amortisseur » d'une crise qui touche particulièrement nos collègues.

Il faudra le faire sans compter en structures comme en personnel et ainsi rebâtir une fonction publique pour un service public au service de tous.